

Intervention UD CGT 41 - 1^{er} mai 2019

Chers ami-es, chers camarades,

« A partir d'aujourd'hui, nul ouvrier ne doit travailler plus de 8 heures par jour ! 8 heures de travail ! 8 heures de repos ! 8 heures d'éducation ! ».

C'est ce qu'ont décidé les ouvrier-es américains durement confrontés à l'exploitation capitaliste. Chômage, misère, conditions de travail et de vie déplorables ... Les organisations ouvrières, regroupées dans la Fédération américaine du travail, décident que cette journée de mobilisation serait fixée au 1^{er} mai. Ce 1^{er} mai 1886, jamais les manifestations et les salarié-es n'avaient été si nombreux sur le mot d'ordre unificateur : la journée de 8h !

En 1889, la II^e Internationale, en congrès à Paris, reprend l'initiative de l'AFL : le 1^{er} mai sera un jour de mobilisation et de lutte INTERNATIONALISTE.

A Paris, 100 000 manifestant-es se rassemblent sur les revendications : journée de 8 heures, limitation du travail des enfants et des femmes, repos d'un jour par semaine, suppression du travail de nuit...

Depuis, certains 1^{er} mai sont inscrits dans l'histoire du mouvement ouvrier tel que le 1^{er} mai 1891 à Fourmies, dans le Nord, où la troupe tire sur la foule faisant 9 mort-es. En 1947, le 1^{er} mai est inscrit dans le Code du travail comme jour férié, obligatoirement chômé et payé.

Cette fête n'est pas celle du travail ni celle du muguet ou de Jeanne D'Arc mais une journée de manifestations, de lutte et de revendications pour les militant-es ouvriers et les syndicalistes qui ont décidé à la fin du 19^{ème} siècle des moyens de faire aboutir leurs revendications par la grève et les mobilisations.

L'actualité sociale révèle toute la nécessité d'inscrire cette journée dans la mobilisation au service des revendications fondamentales à l'origine du mouvement des gilets jaunes et de nombreuses mobilisations dans les entreprises (Carambar, Delphi, Thiolat), au sein de la Poste, des EHPAD et de l'hôpital public notamment : augmentation des salaires, des pensions de retraite, des services publics de proximité dotés des moyens humains et matériels à la hauteur des besoins de la population, la justice sociale et fiscale sont au cœur des exigences.

La politique de Macron et de son gouvernement depuis son accession au pouvoir n'a eu de cesse de répondre aux exigences du patronat : démantèlement du code et du droit du travail, développement de la négociation dans les entreprises avec un pistolet sur le temple des travailleur-ses, répression des manifestant-es par la violence policière et la loi anti casseurs, destruction des services publics de proximité dans la santé notamment et démantèlement du statut de la fonction publique, baisse des retraites, chantage aux chômeur-ses, disparition d'un enseignement critique des élèves et adaptation accrue des élèves aux besoins de l'entreprise parce qu'un-e salarié-e « Monsieur ! ça doit être employable ! », ça ne doit pas penser et encore moins revendiquer !

Cette politique mobilise l'État au service de celles et ceux qui détiennent le capital et les moyens de production en assurant la distribution des impôts et des cotisations sociales (CICE et exonérations de cotisations sociales) vers les plus riches. Des riches qui dans les entreprises s'accaparent les richesses créées par les salarié-es par la distribution record de dividendes au détriment des salaires.

De cette redistribution à l'envers au service exclusif du capital, des monopoles, des riches, de cette société-là on n'en veut pas et les travailleur-ses dans et hors de l'emploi l'ont crié tout au long de 2018 et jusqu'à ces derniers jours dans la rue comme nos camarades criaient en 1886 « *A partir d'aujourd'hui, nul ouvrier ne doit travailler plus de 8 heures par jour ! 8 heures de travail ! 8 heures de repos ! 8 heures d'éducation !* ».

Face aux luttes des travailleur-ses dans les entreprises, la rue et les ronds points, face à un mouvement social qui dure de manière exceptionnelle, Macron oppose la violence policière et l'enfumage du grand débat censé donner lieu à des réponses à l'urgence sociale.

Le gouvernement est en difficulté : s'il n'a pas lâché sur les salaires et si peu sur les retraites, il n'a pas satisfait les revendications de celles et ceux qui n'ont que leur force de travail et leur dignité à opposer. La colère est toujours là, elle doit aujourd'hui enfin s'organiser pour exiger de celles et ceux qui décident pour nous, à savoir le patronat, la satisfaction de nos revendications telles que l'augmentation des salaires et la baisse de la durée du travail. Comme le gouvernement, les patron-nes ont peur de l'émancipation des salarié-es par l'action collective, par les mobilisations dans les entreprises jusqu'à la grève. Il est temps de construire ces mobilisations sur la base de revendications précises pour regagner confiance dans la lutte et répondre aux besoins des travailleur-ses pour défendre l'intérêt général.

Sur un plan international, le gouvernement français soutient les régimes qui garantissent les profits des monopoles (Total, entreprises automobiles et marchands de canons).

Il a choisi de militariser son économie consommatrice de l'essentiel des financements d'État et des investissements en recherche et développement au détriment des productions civiles comme à MBDA.

Dans notre pays, comme dans le monde, ce 1^{er} mai s'inscrit dans un contexte de mobilisations des travailleur-ses et des peuples !

En Turquie, les travailleur-ses et les peuples luttent avec courage et détermination contre le régime réactionnaire d'Erdogan.

Le peuple algérien lutte pour un avenir de progrès et de paix et contre toute ingérence de l'impérialisme français qui soutient le système en place au mépris des exigences du peuple.

En Palestine, le peuple palestinien, chassé de ses maisons et de ses terres depuis 70 ans, poursuit le combat contre l'occupation israélienne et pour ses droits nationaux... La guerre impérialiste en Syrie et le dépeçage du Moyen-Orient, les politiques de guerre et de militarisation sont dénoncées par celles et ceux qui luttent pour la paix, la solidarité et l'indépendance des peuples.

Au Burkina Faso, le mouvement populaire qui a chassé Blaise Compaoré du pouvoir se bat pour l'accès à l'eau potable, à la santé, à une alimentation saine, contre le chômage massif des jeunes et l'ordre néocolonial au service de l'impérialisme notamment français et contre l'occupation militaire.

Depuis plus de deux mois, le Soudan connaît un mouvement de contestation populaire sans précédent pour le pain, la liberté et la paix.

Au Maroc, la crise économique, politique et sociale est profonde. Le capitalisme mafieux et rentier soutenu par la France est dans un tel état de déliquescence qu'il lui est impossible de répondre aux besoins les plus urgents du peuple. Devant la montée des luttes populaires, le recours à la répression est systématique et féroce.

Pendant ce temps, la France poursuit la vente d'armes inoffensives à l'Arabie Saoudite puisqu'il ne serait pas démontré selon la ministre des armées que ce pays s'en servirait contre la population Yéménite !

Il est clair aujourd'hui qu'il ne faut rien attendre du gouvernement français et de l'Union Européenne au service du capital pour répondre aux besoins et aux intérêts des peuples. Comme le disait déjà Benoît Frachon en 1964 : l'Union Européenne n'est qu'une association réactionnaire d'exploiteur-trices unissant leurs efforts pour maintenir les peuples sous leur domination sans possibilité d'infléchir sa politique anti sociale.

C'est donc ici, au plus près du combat de classe, que nous devons nous mobiliser dans les entreprises et dans la rue le plus largement, au-delà des organisations syndicales et jusqu'aux organisations politiques et associatives pour combattre cette société des riches, des patron·nes et des marchands de canon !

Et nous vous donnons rendez-vous dès jeudi prochain 9 mai à 14h30 dans l'action jusqu'à la grève pour défendre la fonction publique, son statut au service de la population et exiger des services publics de proximité partout et pour toutes et tous.

A demain dans la lutte !